

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

La présente politique de confidentialité décrit la manière dont la société MyHR on call collecte et traite les données personnelles des utilisateurs du site.

ARTICLE 1 – RESPONSABLE DU TRAITEMENT Le responsable du traitement des données est : **MyHR on call** SASU 888 route de la Caille, 74350 Allonzier-la-Caille Email : myhr-oncall@outlook.com

ARTICLE 2 – DONNÉES COLLECTÉES Dans le cadre de l'utilisation du formulaire de contact, les données suivantes peuvent être collectées :

- Nom et prénom
- Adresse email
- Numéro de téléphone
- Nom de l'entreprise, catégorie
- Message envoyé via le formulaire
- Adresse IP
- Données de navigation

ARTICLE 3 – FINALITÉ DU TRAITEMENT Les données collectées sont utilisées uniquement pour :

- Répondre aux demandes de contact
- Échanger avec les utilisateurs concernant les services RH
- Assurer le suivi des échanges professionnels
- Améliorer le fonctionnement du site

ARTICLE 4 – BASE LÉGALE Le traitement des données repose sur :

- Le consentement de l'utilisateur lorsqu'il remplit le formulaire
- L'intérêt légitime de la société pour répondre aux demandes professionnelles

ARTICLE 5 – DESTINATAIRES DES DONNÉES Les données collectées sont destinées exclusivement à la société myHR on call. Elles ne sont ni vendues ni cédées à des tiers.

ARTICLE 6 – DURÉE DE CONSERVATION Les données sont conservées pour une durée maximale de 3 ans à compter du dernier contact.

ARTICLE 7 – SÉCURITÉ La société myHR on call met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles.

ARTICLE 8 – DROITS DES UTILISATEURS Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), les utilisateurs disposent des droits suivants :

- Droit d'accès, de rectification et d'effacement
- Droit d'opposition et à la limitation du traitement
- Droit à la portabilité des données

Ces droits peuvent être exercés en contactant : **myhr-oncall@outlook.com**

ARTICLE 9 – RÉCLAMATION Les utilisateurs peuvent également introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).